



Manifeste pour une nation ambitieuse

Auteur – Luc Tousignant

La croisée des chemins – les propositions

Au cours des prochains mois, je publierai une série de réflexions et de propositions concrètes pour nourrir nos aspirations nationales, dans la continuité de mes deux ouvrages *Manifeste pour une nation ambitieuse*.

J'espère que ces textes contribueront à alimenter les échanges, les débats et la réflexion collective d'ici le 5 octobre prochain, jour des élections québécoises.

Urgence linguistique

5 pistes d'actions

Dans le contexte actuel de déclin du français, particulièrement dans la région métropolitaine de Montréal, le Québec doit adopter une approche ambitieuse, cohérente et structurante afin d'assurer la pérennité de sa langue commune et de sa culture nationale. L'enjeu dépasse désormais la seule question identitaire : il touche la cohésion sociale, la capacité d'intégration, le dynamisme culturel ainsi que l'avenir même du Québec comme société francophone en Amérique du Nord. Les propositions mises de l'avant visent ainsi à agir simultanément sur les principaux leviers de transmission, de rayonnement et de protection du français.

La première priorité consiste à renforcer la place du français dans les institutions d'enseignement et dans les milieux de travail relevant du fédéral. Le réseau collégial représente aujourd'hui un espace stratégique où s'opère une part importante de la transition linguistique vers l'anglais, particulièrement à Montréal. En consolidant le rôle du français comme langue normale d'enseignement et de fonctionnement dans l'ensemble des institutions québécoises, le Québec réaffirme le caractère commun du français dans la vie publique et professionnelle.

La deuxième piste d'action vise à renforcer les universités francophones afin qu'elles puissent pleinement jouer leur rôle de moteurs intellectuels, scientifiques et culturels. Le

maintien d'institutions universitaires fortes en français est essentiel pour assurer la production du savoir, attirer les talents de la francophonie internationale et limiter l'exode des étudiants québécois vers les institutions anglophones. Une plus grande capacité de recherche, d'innovation et de rayonnement en français contribuerait également à positionner Montréal et le Québec comme pôles majeurs de la francophonie contemporaine.

La troisième priorité repose sur la transmission culturelle et historique auprès des jeunes générations. Une langue ne peut survivre durablement sans une conscience collective forte de l'histoire, de la culture et du parcours national qui l'accompagnent. En intégrant davantage l'histoire du Québec, sa littérature, ses créateurs et son patrimoine culturel dans le parcours éducatif, le Québec favoriserait le développement d'un sentiment d'appartenance plus solide ainsi qu'une meilleure compréhension de la réalité nationale québécoise.

La quatrième proposition consiste à reconnaître officiellement l'urgence linguistique et à mettre en œuvre une stratégie nationale de long terme pour le français. Une telle démarche permettrait de mobiliser l'ensemble des institutions publiques, des milieux culturels, économiques et éducatifs autour d'objectifs communs. Elle contribuerait également à faire du français un véritable projet collectif mobilisateur plutôt qu'un simple enjeu administratif ou défensif. Dans un contexte nord-américain où les pressions assimilatrices demeurent constantes, cette reconnaissance apparaît essentielle afin de créer un véritable réflexe de protection et de valorisation du français.

Enfin, la cinquième priorité vise à renforcer le rôle de Montréal comme métropole francophone d'Amérique du Nord. Montréal constitue à la fois le principal moteur économique et culturel du Québec ainsi que le principal lieu de fragilisation du français. Consolider son caractère francophone par la culture, l'aménagement urbain, les institutions et le rayonnement international permettrait de réaffirmer le rôle unique de la ville dans l'espace nord-américain et de renforcer son attractivité comme grande métropole de langue française.

Pris dans leur ensemble, ces cinq axes d'intervention traduisent une même conviction : la survie et l'épanouissement du français au Québec nécessitent désormais des actions structurantes, assumées et coordonnées. Le défi linguistique auquel le Québec fait face commande une réponse nationale à la hauteur des transformations démographiques, culturelles et économiques qui redéfinissent actuellement l'avenir de la société québécoise. Mais tel que présenté dans le premier document d'introduction, ces mesures sont nécessaires mais n'auront que pleine efficacité dans un contexte de souveraineté.